



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Lutte contre le racisme

Question au Gouvernement n° 1423

Texte de la question

LUTTE CONTRE LE RACISME

Mme la présidente . La parole est à Mme Mathilde Panot.

Mme Mathilde Panot . Monsieur le premier ministre, à Saint-Denis, dans la ville des rois morts et du peuple vivant, des dizaines de milliers de personnes se sont mobilisées samedi pour proclamer un front antifasciste et dire non au racisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS. – M. Édouard Bénard applaudit aussi.*) Cet événement historique est né du déferlement de haine qu'a subi Bally Bagayoko depuis son élection. Que les racistes se le tiennent pour dit : c'est toujours par milliers que nous leur tiendrons tête ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS. – M. Stéphane Peu applaudit aussi.*) Bally Bagayoko n'est pas seul : il fait notre fierté ! Il fait la fierté de toutes celles et ceux qui ont été trop longtemps privés de représentation politique.

Si un siècle de combats philosophiques et politiques nous a appris une chose, c'est que les êtres humains sont jetés dans le monde avant de pouvoir se définir. Le racisme les réduit, les déshumanise, les assigne avant même qu'ils ne prennent la parole.

M. Julien Odoul . C'est ce que vous faites avec les juifs !

Mme Mathilde Panot . Comble de l'horreur pour ses opposants : Bally Bagayoko n'est pas seulement un élu noir, c'est un élu noir qui veut partager les richesses. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LFI-NFP, EcoS et GDR.*) Voilà ce que vous ne supportez pas ! D'ailleurs, vous avez immédiatement attaqué son arrêté anti-expulsions.

Collègues, il faut dire le moment politique que nous vivons : celui d'un racisme répugnant, où ressurgissent les structures héritées de l'histoire coloniale. Les responsables en sont connus et récidivent en toutes occasions. Car pour une chaîne comme CNews, le racisme n'est jamais un dérapage : c'est un modèle économique. (*Mêmes mouvements.*)

À cet instant, certains silences sont intolérables. La France insoumise ne se laissera pas donner de leçons de République par ceux qui ont tant tardé à réagir. Je pense à vos condamnations à retardement, à votre soutien à reculons et au silence de l'homme qui est censé présider la République. Emmanuel Macron appelle Éric Zemmour pendant quarante-cinq minutes quand celui-ci est pris à partie dans la rue...

M. Benjamin Lucas-Lundy . La honte !

Mme Mathilde Panotmais n'a rien à dire au maire de la deuxième ville d'Île-de-France lorsqu'il est traité de singe sur les plateaux ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs des groupes SOC et EcoS.*)

Mme Marie Pochon . La honte !

Mme Mathilde Panot . Faut-il être condamné pour provocation à la haine raciale pour recevoir un geste de solidarité du président de la République ? Si nous ne nous entendons pas sur cette évidence que la République refuse le racisme, alors il ne vous faudra plus parler de République ! *(Les députés du groupe LFI-NFP et plusieurs députés du groupe EcoS se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)*

Mme la présidente . La parole est à M. le premier ministre.

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . La semaine dernière, le président Stéphane Peu, député de l'une des circonscriptions où se trouve la ville de Saint-Denis, m'a interpellé à ce sujet. Je l'ai dit avec force : il faut réaffirmer que le racisme n'est pas une opinion et doit donc être combattu à chaque instant. C'est pourquoi j'ai demandé au préfet de la Seine-Saint-Denis de se porter partie civile aux côtés du maire de Saint-Denis dans le cadre des démarches qu'il a entreprises : la justice est saisie et, à l'issue des enquêtes, devra dire le droit.

Si je suis d'accord avec les positions que vous avez exprimées dans la première partie de votre question, au bout d'une minute – c'est plus fort que vous –, vous avez commencé à jouer de l'ambiguïté,...

M. Sylvain Maillard . Eh oui !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre*en laissant entendre que le gouvernement de la République pouvait être raciste *(Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP)*, de même que celles et ceux qui le soutiennent ! Je le redis avec beaucoup de force : vous participez à une banalisation du mal *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur plusieurs bancs des groupes DR et Dem. – Exclamations sur quelques bancs du groupe LFI-NFP)*, à la banalisation du racisme, et c'est dangereux pour cette cause !

Autre ambiguïté : il ne peut pas y avoir de discrimination à la carte. Ce qui est abject s'agissant du racisme l'est tout autant s'agissant de l'antisémitisme, de l'homophobie et de l'ensemble des autres discriminations ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR.)* Car la République, c'est le refus de toutes les discriminations !

Mme Mathilde Panot . Répondez à ma question !

M. Sébastien Lecornu, *premier ministre* . C'est la différence entre le communautarisme et la défense de la République !

Refusons donc le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie avec la même force et pas à la carte ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe EPR et sur plusieurs bancs des groupes DR et Dem.)*

Données clés

Auteur : [Mme Mathilde Panot](#)

Circonscription : Val-de-Marne (10^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1423

Rubrique : Discriminations

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 avril 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 8 avril 2026